



INTERVIEW



Jihane SFEIR

Professeure associée à l'Université libre de Bruxelles (ULB)

Jihane SFEIR, L'exil Palestinien au Liban, Karthala, Paris, 2008.

## Quel espoir pour le Liban face à l'impasse politique ?

Cinq mois se sont écoulés depuis la terrible explosion qui a secoué Beyrouth l'été dernier. On aurait pu imaginer que cet événement allait constituer le climax d'une crise majeure impulsant un changement radical dans la gouvernance politique, économique et financière du Liban. Jihane Sfeir<sup>1</sup> nous explique l'origine de cette crise et pourquoi il est si difficile de réformer les fondements du régime confessionnel libanais tout en soulignant l'espoir porté par le monde associatif de cet État du Proche-Orient.

### Quelle est la situation actuelle au Liban ?

Aujourd'hui, le Liban est véritablement en faillite. L'ensemble des installations sont défectueuses. L'électricité par exemple est limitée à deux heures par jour et il y a de nombreuses pénuries. Avec la dévaluation de la livre libanaise et la crise économique, les produits sont devenus très chers. Même la classe moyenne éprouve des difficultés d'approvisionnement tant son pouvoir d'achat a baissé. On estime que plus de 50 % de la population libanaise vit désormais sous le seuil de pauvreté. L'explosion dans le port de Beyrouth le 4 août dernier a touché des quartiers de la ville où était installée la classe moyenne aisée, bourgeoise et chrétienne. Aujourd'hui, ces Libanais et Libanaises ont tous le désir de quitter le pays. Mais en même temps, ils ont peur de tout perdre. Sans logement pour certains, ils sont dans une situation de désespoir et de colère. Ils se sentent impuissants face à un système financier, économique et politique qui ne fonctionne plus. Pire que ça, qui agit contre eux.

L'explosion de l'été passé est en quelque sorte une métaphore de l'État libanais. Le stockage de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium dans une capitale, le fait de se rejeter la responsabilité de ne pas avoir évacué cette matière explosive, la corruption en arrière-fond, l'incurie générale du gouvernement, tout cela témoigne des carences du pouvoir libanais. L'explosion traduit la faillite des institutions étatiques, mais aussi le manque de confiance de la population envers les représentants politiques, notamment Michel Aoun, le Président de la République et le régime.

### Il n'y a donc pas eu de remise en question de la part des autorités libanaises ?

C'est tout le contraire. Les premiers mots du Président de la République, après l'explosion évoquaient l'hypothèse d'un missile israélien. Les instances politiques n'ont d'ailleurs pas voulu d'enquête internationale, car elles craignaient que l'on mette en lumière les affaires de détournement de fonds ou encore qu'on s'immisce dans la gestion du port qui concerne également le Hezbollah.

Les différentes formations politiques au pouvoir se tiennent entre elles et empêchent tout véritable changement. D'ailleurs, les craintes de retrouver un gouvernement d'union nationale avec les mêmes personnalités politiques se sont confirmées en octobre dernier avec la nomination de Saad Hariri en tant que président du Conseil des ministres un an à peine après avoir dû démissionner suite aux manifestations d'octobre 2019.

### Le Liban a pourtant besoin de réformes profondes pour se redresser ?

D'autant que les aides internationales dépendent de ces réformes ! L'État libanais doit réformer ses institutions pour débloquent les fonds qui permettront aux Libanais et Libanaises de sortir de la crise. Mais ceux qui sont au pouvoir et, plus particulièrement le chef du Parlement, Nabih Berri, ne veulent absolument pas que l'on réforme les institutions, en particulier le secteur bancaire en partie responsable de la situation économique désastreuse<sup>2</sup>. En effet, la Banque

du Liban refuse de donner l'ensemble des informations concernant les dépenses de l'État afin qu'on ne puisse évaluer à combien s'élève la dette du pays.

### Le clientélisme des élites politiques n'est-il pas aussi mis en cause ?

Le Liban est doté d'un système politique confessionnel basé sur une répartition du pouvoir entre les différentes communautés. Le Président de la République est chrétien maronite, le Premier ministre sunnite, le chef du parlement chiite... Chaque parti a une couleur religieuse et chaque chef de parti entretient une relation clientéliste avec sa base. Il y a de l'argent qui circule, des promesses d'attribution de fonction, d'emploi, des facilitations pour l'inscription dans certaines écoles... En contrepartie de ces cadeaux, les Libanais et les Libanaises sont pieds et poings liés au chef du parti qui s'est montré généreux envers eux.

### Que sont devenus les espoirs des manifestations d'octobre 2019 ?

La révolution du 17 octobre 2019 s'est déclenchée à la suite de la décision du gouvernement d'instaurer la taxe WhatsApp. Mais elle s'inscrit dans un contexte global de crise économique et politique. Une semaine avant les manifestations, des incendies ravageaient des hectares de forêt. On avait alors découvert que les pompiers manquaient de tout (matériel, canadiers...). Les gens sont donc descendus dans la rue en clamant leur colère. De là sont parties toutes les revendications. Il y a eu des débats populaires, beaucoup d'universitaires ont organisé des discussions autour de l'avenir politique du pays, de l'environnement, de la place de la femme... Il s'est passé alors quelque chose de très beau : la rue a pris part à la vie politique et citoyenne en occupant l'espace public, en dehors des divisions habituelles ! Il y avait alors un espoir de changer les choses. Mais la crise économique s'est aggravée, la colère a monté et les affrontements sont devenus de plus en plus violents avec des tentatives de prise du Parlement. Et puis en mars 2020, la crise sanitaire s'est invitée empêchant la poursuite des manifestations. Le 26 mars, le Liban a été déclaré en banqueroute<sup>3</sup>.

Aujourd'hui, la crise que le Liban traverse est sans précédent. Pour s'en sortir, il faudrait laisser le champ ouvert à des négociations qui pourraient aboutir à des réformes radicales. Mais si on garde les mêmes personnes au pouvoir, la révolution va probablement s'essouffler et le changement politique sera cosmétique ; assez peut-être pour convaincre le FMI, la Banque Mondiale et les Français pour débloquent la situation, mais pas pour les Libanais-es qui réclament un changement fondamental des politiques au pouvoir.

### Certains analystes disent que le pays est en train de s'évaporer de la carte...

Si le politiste, Joseph Bahout a affirmé récemment «C'est la mort du Liban», je n'irai personnellement pas jusque-là. Ce qui se passe coïncide avec les 100 ans de la création de l'État libanais. Au cours de ce siècle, un système confessionnel<sup>4</sup> a été mis en place par les mandataires français, confirmé plus tard par les pères de l'indépendance avec le Pacte national de 1943 et réformé après la guerre civile par les accords de Taëf en 1989. Ce confessionnalisme a été une des causes de la guerre civile et continue à enrayer l'appareil politique. Mais les institutions libanaises (et la société) dépendent de ce système et il est difficile d'en sortir directement. Il y a des étapes à suivre : une réforme électorale, une autre sur la distribution des postes administratifs avec une nomination libre et non communautaire, la mise en place d'un régime laïque...

Aujourd'hui même si une grande partie des Libanais et Libanaises souffrent de la crise économique et politique, ils n'ont cependant pas perdu complètement espoir. Certains partis profitent de cette conjoncture pour se repositionner, se replacer, s'imposer pour renforcer la société civile et réclamer la réforme du système politique.

### Il existe donc une alternative politique ?

Oui, il existe des formations politiques en dehors des partis traditionnels comme le Bloc national, Citoyens et Citoyennes du Liban, Beirut Madinati... Il y a des partis qui sont nés de la révolution, mais ce qui manque, ce sont des figures politiques. Il y a bien des intellectuels, des militants qui tentent de changer la face du Liban, mais pour l'instant il manque une personne qui aurait le charisme nécessaire pour faire le poids face aux chefs de clans.

### Qu'en est-il alors du tissu associatif ?

Il est bien présent et s'est même dynamisé suite à la crise actuelle. Les associations et ONG ont été très actives dans la réhabilitation et l'aide aux sinistrés du 4 août 2020. Elles demandent que l'aide internationale passe par elles et non par le gouvernement afin que l'argent ne soit pas détourné. La communauté internationale a déjà amené une assistance humanitaire concrète, des médicaments, des aides alimentaires, etc. Elle ne peut bien sûr pas faire de l'ingérence, mais elle peut soutenir les ONG qui réfléchissent à des réformes, en particulier à une nouvelle loi électorale, de nouvelles lois qui protègent les femmes, etc. Si les propositions des ONG sont intégrées dans la réforme du système politique, ce serait une grande avancée. #

Propos recueillis par Stéphanie BAUDOT



<https://repi.centresphisoc.ulb.be/>

3. Le dollar qui valait 1500 livres au taux officiel est monté jusqu'à un de taux de 8000 livres pour le change dans la rue, donc une dévaluation de près de 80%. <https://www.reuters.com/article/us-lebanon-crisis-financial-explainer-idUSKB-N26821L>

4. D. HIRST, *Une histoire du Liban*. Perrin, 2011.



1. Cet entretien a été mené en août 2020, quelques jours après l'explosion dans le port de Beyrouth. Certains passages ont été adaptés pour tenir compte de l'actualité libanaise.

2. Nommé en 1992, Riad Salamé (gouverneur de la Banque du Liban) va instaurer un système bancaire qui fonctionne comme une pyramide de Ponzi. Ce système repose sur un montage financier frauduleux consistant à rémunérer les investissements des clients essentiellement par les fonds procurés par les nouveaux entrants. Les banques et les dirigeants du pays en sont les principaux bénéficiaires. Dans ce système, les banques commerciales attirent des dépôts qu'elles placent en partie à la Banque du Liban (BDL) et qui sont rémunérés à des taux d'intérêt plus élevés que ceux du marché. Elle attire ainsi l'argent des banques commerciales qu'elle va ensuite prêter à l'État libanais. Ce système a poussé les Libanais à placer leur argent en banque à des taux entre 10 et 15% plutôt que d'investir dans des projets concrets ce qui a empêché toute croissance économique du pays. L'État lui s'est chaque fois plus endetté pour couvrir ses dépenses. Une fois que le système s'est grippé, faute d'entrées suffisantes, l'économie s'est effondrée et la classe moyenne libanaise s'est écroulée. Voir: <https://www.lorientlejour.com/article/1196726/en-quoi-le-systeme-financier-libanais-est-il-un-systeme-de-ponzi-.html>